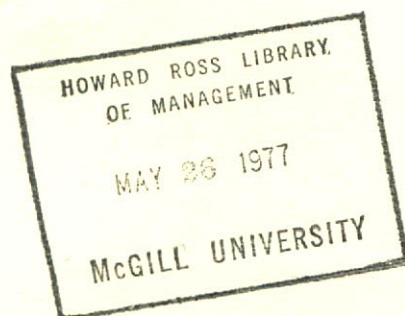


CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.



FILIALE DE SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT DESJARDINS



HOWARD ROSS LIBRARY OF MANAGEMENT
MCGILL UNIVERSITY



CRÉDIT
INDUSTRIEL
DESJARDINS INC.

RAPPORT
ANNUEL
1976

| | |
|--|----|
| Conseil d'administration et membres de la direction | 2 |
| Message du président | 3 |
| Commentaires du vice-président exécutif | 5 |
| Rapport des vérificateurs | 9 |
| Bilan | 10 |
| État de bénéfice | 11 |
| État des bénéfices non répartis | 11 |
| État de l'évolution de l'actif relatif au financement | 12 |
| Notes aux états financiers | 13 |
| Diversification des actifs | |
| Répartition par activité économique | 15 |
| Répartition géographique | 16 |

*Membre du Mouvement des Caisses populaires
Desjardins, Crédit Industriel Desjardins Inc., dans
laquelle la Banque Provinciale du Canada détient une
participation, est une filiale de la Société d'investissement
Desjardins.*

*Ce rapport est le produit de l'enthousiasme et de la
collaboration du personnel et de l'administration de
Crédit Industriel Desjardins Inc.*

Conseil d'administration

Membres de la direction



*Jean-Marie Ouellet, *président*

*Guy Bernier, *vice-président*

Henri-Paul Trudel, *trésorier*

Raymond Audet

*Raymond Beaugrand

*Michel F. Bélanger

A.-Hervé Hébert

François R. Richard

G.-Roger Roy

*Lucien Viau

*Membre du comité exécutif

Raymond Beaugrand,
Vice-président exécutif

Gilles Handfield,
Directeur général

Robert Lalande,
Secrétaire

Richard Jacques,
Adjoint au directeur général

Jacques Cloutier,
Directeur, succursale de Montréal

Gilles Desharnais,
Directeur, succursale de Québec

Banquier

Banque Provinciale du Canada

Vérificateurs

Maheu, Noiseux & Associés

Registraire et agent de transfert

(billets garantis)

Fiducie du Québec

Siège social

1, Complexe Desjardins
Montréal, Québec H5B 1B2

Succursales

Montréal:

1, Complexe Desjardins

Bureau 1222

Montréal, Québec H5B 1B2

Téléphone: 281-7650

Ligne directe: 1-800-361-8421

Québec:

925, chemin St-Louis

Bureau 32

Québec G1S 1C1

Téléphone: (418) 687-3073



Au cours de l'année 1976, certains changements se sont produits au sein de notre Conseil d'administration. Monsieur Armand Parent n'ayant pas sollicité de renouvellement de mandat a été remplacé par monsieur Raymond Audet, directeur général de l'Union régionale de Gaspé. Au mois de novembre dernier, monsieur Claude Veilleux nous remettait sa démission et monsieur Guy Bernier, président de l'Union régionale de Montréal, a été désigné pour le remplacer. De plus, monsieur Raymond Beaugrand a été nommé vice-président exécutif. Je remercie ceux qui nous ont quittés et tous mes collègues du Conseil pour leur dévouement.

Au cours de l'année, les opérations de Crédit Industriel Desjardins Inc. ont débuté. De ce fait, nous réalisons un projet mis de l'avant lors de la formation de la Société d'investissement Desjardins. Ainsi, nous scindons deux fonctions, celles d'investisseur et de prêteur.

Nous avons été très heureux d'associer à titre de partenaire la Banque Provinciale du Canada dans le capital-actions de Crédit Industriel Desjardins Inc. Il nous a été agréable d'accueillir au Conseil d'administration de Crédit Industriel Desjardins Inc. monsieur Michel-F. Bélanger, président de la Banque, qui voulait ainsi témoigner tout l'espoir qu'il fondait vis-à-vis cette nouvelle forme de collaboration. Monsieur Gilles Handfield a été invité à assumer la fonction de directeur général de Crédit Industriel Desjardins Inc. Son expérience et son sens pratique sont des atouts précieux pour la Compagnie.





On se souviendra qu'il avait été convenu que nous ferions appel au marché public pour assurer la continuité de nos opérations. Après des études sérieuses, nous en sommes venus à une entente avec des courtiers et, en novembre dernier, ceux-ci vendaient \$15 millions de titres de Crédit Industriel Desjardins Inc. sur le marché. Nous pouvons dire qu'il s'agit là d'un témoignage de confiance non équivoque à l'endroit du Mouvement des Caisses populaires Desjardins.

En terminant, qu'il me soit permis de rendre hommage à tous les membres du personnel qui s'acquittent de leurs fonctions en mettant au service de la clientèle leur compétence et leur dévouement. Mes collègues et moi-même vous assurons de notre entière collaboration dans la poursuite des objectifs qui ont présidé à la fondation de la Société d'investissement Desjardins.

Jean-Marie Ouellet



Je suis particulièrement heureux, et pour plusieurs raisons, de commenter cette première année d'opérations de notre nouvelle Compagnie qui constitue en fait la continuation, la prolongation de l'activité principale à ce jour de notre Société-mère, la Société d'investissement Desjardins. Je n'en citerai que trois:

C'est d'abord et avant tout le résultat concret de trois années d'effort constant auquel tous et chacun de nos employés, membres de la direction et administrateurs ont participé pleinement. C'est là, nous en sommes convaincus, l'actif principal de Crédit Industriel Desjardins Inc. même s'il n'apparaît pas comme

tel à la face du bilan. À tous, mes remerciements les plus sincères en même temps que mes félicitations pour un travail bien fait.

C'est également un vif plaisir que de saluer, au moment de cette première assemblée annuelle, un partenaire aussi prestigieux que puissant, la Banque Provinciale du Canada, qui prenait une participation au capital-actions de notre Compagnie le 30 septembre dernier. Cette association s'avérera au cours des années à venir et à n'en pas douter, des plus heureuse et bénéfique pour toutes les parties concernées, y inclus notre clientèle actuelle et potentielle.

Enfin, pour la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins et tous les membres du Mouvement des Caisses populaires Desjardins, d'avoir, pour la première fois en 75 ans d'existence, effectué le premier emprunt sur les marchés monétaires par voie d'une émission de billets garantis d'une valeur nominale globale de \$15 millions.

Crédit Industriel Desjardins Inc. a été formée aux fins d'accélérer et d'accroître l'apport de la Société d'investissement Desjardins, donc du Mouvement des Caisses populaires Desjardins, au développement d'entreprises industrielles et commerciales à caractère coopératif ou non, et ainsi favoriser le progrès économique du Québec.

Si les buts que nous poursuivons sont identiques à ceux de notre Société-mère, nos modes d'action-intervention, par ailleurs, nous sont cependant bien spécifiques soit, le prêt industriel et commercial et le crédit-bail. Ce n'est donc qu'à titre exceptionnel et qu'en de rares occasions que la Société-mère œuvrera dans ces domaines dorénavant.







C'est dans cette optique que la Compagnie faisait l'acquisition d'une partie importante du portefeuille de prêts de la Société d'investissement Desjardins en date du 1er janvier 1976. Depuis, nous poursuivons et amplifions notre action dans ce domaine particulier avec, croyons-nous, autant d'enthousiasme et de détermination que de succès.

Au 31 décembre dernier, la Compagnie détenait un portefeuille de 85 prêts d'une valeur de \$26,218,000 et avait pris des engagements fermes contractuels dans 13 autres cas représentant des déboursés additionnels et éventuels de \$8,819,000.

Au cours de cette première année, en plus du portefeuille acquis de SID, 52 requêtes d'emprunt ont été autorisées et acceptées pour un montant global de \$16.2 millions alors que 8 prêts autorisés pour un montant de \$2.7 millions étaient sujets à acceptation par les requérants à la clôture de l'exercice.

Il est intéressant de noter qu'un certain nombre de ces requêtes nous sont parvenues d'entreprises qui avaient déjà effectué un premier emprunt auprès de la Société-mère. Dans la grande majorité de ces cas nous avons pu accueillir favorablement ces requêtes, ce qui augure bien pour l'avenir.

La valeur moyenne des prêts consentis et acceptés se situe à \$311,000, alors que 77% en nombre de ces mêmes prêts étaient pour des montants de moins de \$500,000 chacun. Nous pouvons donc affirmer que nous répondons comme l'ont voulu nos propriétaires aux besoins à long terme de la petite et moyenne entreprise dont la principale place d'affaires est au Québec.

Pour ce qui est de la distribution de ces prêts selon la nature des activités économiques qu'ils représentent, la majorité ont été accordés à des entreprises de fabrication. C'est ainsi que sur le total de 52 prêts autorisés et acceptés, 29 l'ont été à des entreprises de fabrication pour un montant de \$8 millions sur un total de \$16.2 millions.





Concernant la répartition géographique de ces prêts, nous sommes particulièrement heureux des résultats obtenus dans les régions de Gaspé, Rimouski, Trois-Rivières et Québec, sans doute dans cette dernière région par suite de l'implantation, au début de l'année, de notre première succursale.

Une de nos principales réalisations en 1976 aura été sans contredit notre première émission de billets garantis série A et série B, la première d'un montant de \$9,250,000 échéant en 1981, la deuxième d'un montant de \$5,750,000 échéant en 1986. Le produit de la vente de ces billets a servi à réduire le montant de l'emprunt bancaire et les avances consenties par la Société-mère, lesquels avaient été utilisés pour l'acquisition de notre portefeuille de prêts.

Nous sommes particulièrement fiers de ce que nos titres aient été achetés non seulement par de grandes institutions mais surtout par de nombreux investisseurs québécois qui nous ont ainsi accordé leur confiance tout en reconnaissant la qualité et l'utilité des services rendus.

L'actif de la Compagnie au 31 décembre 1976 atteignait \$28,091,168, soit une augmentation de près de \$4.3 millions au cours du dernier trimestre.

Ce montant est constitué principalement de prêts consentis et déboursés pour un montant global de \$26,218,000, lequel n'inclut pas un montant de \$8,819,000 qui représente les engagements contractuels de la Compagnie à la fermeture de l'exercice, soit le montant des prêts autorisés mais non déboursés à cette date.

De ce montant de \$26 millions, des prêts d'une valeur de \$12,766,000 ont été acquis de la Société-mère à leur valeur aux livres alors que \$15,025,000 ont été déboursés en cours d'année.

La valeur des contrats de location consentis en regard du montant total des financements accordés est relativement faible mais ne représente qu'une situation de départ qui évoluera certainement au cours de 1977.

Si le montant des frais d'émission de la dette à long terme par rapport au montant de cette dette apparaît à première vue plutôt élevé, c'est que nous nous proposons d'effectuer plusieurs emprunts de la même nature au cours des années à venir autant au Québec qu'ailleurs au Canada ou à l'étranger et qu'il importait donc dès le départ de se bien préparer à toutes ces éventualités.

Cette dépense est donc en fait un investissement dans l'avenir de la Compagnie dont la rentabilité augmentera dans la mesure où le ratio dette / avoir des actionnaires continuera de croître.

La provision pour pertes éventuelles soit sur les prêts à terme ou contrats de location représente approximativement 1.5% de ces montants en cours soit \$399,126, toutefois à la clôture de l'exercice aucune perte n'avait été enregistrée.

Nous avons donc réalisé au cours de cette première année opérationnelle un bénéfice avant impôts de \$656,669 ou de \$291,669 après impôts et dividendes payés de \$50,000 sur les actions privilégiées que détiennent nos actionnaires.

C'est un début modeste mais très prometteur pour l'avenir, croyons-nous, car nous n'en sommes encore qu'au départ.

Grâce aux nombreux appuis et preuves de solidarité que nous recevons chaque jour, c'est avec beaucoup d'optimisme que nous envisageons l'avenir sans nous soucier outre mesure des difficultés de l'instant qui sont source de tant de frustrations.

Cet avenir il nous appartient à tous et dans une large mesure de le faire, de le façonner selon notre volonté; encore faut-il y mettre le temps et les efforts requis.

Raymond Beaugrand



Aux actionnaires de
Crédit Industriel Desjardins Inc.

Nous avons vérifié le bilan de Crédit Industriel Desjardins Inc. au 31 décembre 1976 ainsi que les états de bénéfice, des bénéfices non répartis et de l'évolution de l'actif relatif au financement pour l'exercice annuel terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la Compagnie, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 1976 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son actif relatif au financement pour l'exercice annuel terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Mahon, Naisner & Associés

Comptables agréés

Le 4 février 1977

CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

(Constituée en vertu de la loi des compagnies, Québec)

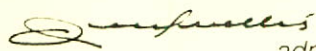
Bilan

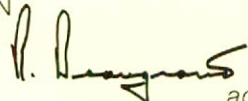
31 décembre 1976



| Actif | |
|---|--------------|
| Prêts consentis et déboursés (note 2) | \$26,218,725 |
| Montants à recevoir en vertu de contrats de location, déduction faite du revenu non gagné de \$573,929 (note 3) | 729,625 |
| Éléments d'actifs achetés en vertu d'engagements de location (note 3) | 47,207 |
| Valeur résiduelle estimative des actifs en location | 21,003 |
| Intérêts courus à recevoir | 276,025 |
| | 27,292,585 |
| Provision pour pertes éventuelles | 399,126 |
| | 26,893,459 |
| Encaisse et effet à recevoir | 701,964 |
| Frais d'émission de la dette à long terme | 490,752 |
| Autres actifs | 4,993 |
| | 1,197,709 |
| | \$28,091,168 |
| Passif | |
| Chèques en circulation | \$ 181,335 |
| Emprunt bancaire | 950,000 |
| Comptes à payer et frais courus | 193,570 |
| Intérêts courus à payer | 42,618 |
| Impôts sur le revenu à payer | 164,000 |
| Avances de Société d'investissement Desjardins, compagnie-mère | 118,654 |
| Dette à long terme (note 4) | 15,000,000 |
| Impôts sur le revenu reportés | 151,000 |
| | 16,801,177 |
| Avoir des actionnaires | |
| Capital-actions (note 5) | |
| Émis et payé: | |
| 10,000 actions privilégiées, émises au cours de l'exercice pour une considération en espèces | 1,000,000 |
| 50,000 actions ordinaires, sans valeur nominale, dont 49,900 émises au cours de l'exercice pour une considération en espèces de \$9,990,000 | 10,000,000 |
| Bénéfices non répartis | 289,991 |
| | 11,289,991 |
| | \$28,091,168 |

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION


administrateur


administrateur

CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

État de bénéfice

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1976



| | |
|-------------------------------------|-------------|
| REVENUS BRUTS D'EXPLOITATION | \$2,636,884 |
| DÉPENSES | |
| Intérêts sur emprunts à long terme | 44,652 |
| Intérêts sur emprunts à court terme | 959,183 |
| Provision pour pertes éventuelles | 399,126 |
| Salaires, avantages sociaux | 295,666 |
| Frais de gestion | 111,933 |
| Autres frais | 169,655 |
| | 1,980,215 |
| BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU | 656,669 |
| Impôts sur le revenu | |
| Exigibles | 164,000 |
| Reportés | 151,000 |
| | 315,000 |
| BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE | \$ 341,669 |

État des bénéfices non répartis

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1976

| | |
|-----------------------------------|------------|
| DÉFICIT AU DÉBUT | \$ (1,678) |
| Bénéfice net de l'exercice | 341,669 |
| | 339,991 |
| Dividendes — actions privilégiées | 50,000 |
| BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN | \$ 289,991 |

CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

État de l'évolution de l'actif relatif au financement

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1976



| | |
|---|--------------|
| AUGMENTATION NETTE DE L'ACTIF RELATIF AU FINANCEMENT | |
| Prêts à terme | \$26,494,750 |
| Location | 766,893 |
| | 27,261,643 |
| Provision pour pertes éventuelles | 399,126 |
| | \$26,862,517 |
| PROVENANCE DE L'ACTIF RELATIF AU FINANCEMENT | |
| Bénéfice net de l'exercice | \$ 341,669 |
| Postes n'affectant pas l'actif relatif au financement | |
| Amortissement des frais d'émission de la dette à long terme | 2,135 |
| Impôts sur le revenu reportés | 151,000 |
| | 494,804 |
| Dividendes versés | 50,000 |
| | 444,804 |
| Augmentation nette de la dette | |
| Emprunt bancaire | 950,000 |
| Avances de Société d'investissement Desjardins, compagnie-mère | 97,244 |
| Émission de la dette à long terme | 15,000,000 |
| Produit de l'émission d'actions privilégiées | 1,000,000 |
| Produit de l'émission d'actions ordinaires | 9,990,000 |
| Autres postes, montant net | (97,995) |
| Augmentation de l'encaisse et effet à recevoir | (521,536) |
| | \$26,862,517 |



1 — Principales conventions comptables

a) Détermination des revenus bruts d'exploitation

La Compagnie détermine les revenus bruts d'exploitation sur les prêts accordés à des entreprises suivant la méthode de l'intérêt simple calculé sur les soldes décroissants.

Les revenus de location non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location sur le coût des éléments d'actifs loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ces revenus sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location.

b) Provision pour pertes éventuelles

Les prêts consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, sont radiées dans la période. C'est aussi la politique de la Compagnie d'établir une provision pour pertes éventuelles sur les prêts et les contrats de location en cours.

c) Frais d'émission de la dette à long terme

L'escompte et les frais relatifs à l'émission de la dette à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'émission.

d) Impôts sur le revenu reportés

Les impôts sur le revenu reportés représentent les impôts correspondant à l'écart relatif à l'amortissement des frais d'émission de la dette à long terme ainsi qu'aux écarts entre les revenus de location et l'allocation du coût en capital.

2 — Prêts consentis et déboursés

La dette des emprunteurs est représentée par des hypothèques, obligations, débentures ou contrats de prêts garantis par des charges spécifiques et/ou flottantes et/ou des cautionnements. Les prêts à recevoir ne sont pas considérés comme rapidement négociables et échoient sur des périodes d'une durée maximum de 15 ans dont environ \$2,062,000 échoient au cours des douze prochains mois.

La Compagnie avait consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de \$8,818,996 dont \$2,700,000 était sujet à l'acceptation par les requérants.



3 — Location

Du montant brut à recevoir aux termes des contrats de location pour un total de \$1,303,554, une somme de \$199,590 échoit au cours des douze prochains mois.

La Compagnie était liée par l'achat d'éléments d'actifs au coût de \$82,985 dont la somme de \$47,207 avait été déboursée au 31 décembre 1976.

4 — Dette à long terme

| | |
|---|---------------------|
| Billets garantis, Série A, 10 $\frac{1}{4}$ %, échéant le 15 décembre 1981 | \$ 9,250,000 |
| Billets garantis, Série B, 10 $\frac{1}{2}$ %, rachetables à leur valeur nominale plus une prime, échéant le 15 décembre 1986 | 5,750,000 |
| | <u>\$15,000,000</u> |

Les exigences maximums des fonds de remboursement et le montant maximum requis pour rencontrer l'échéance des billets garantis au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

| | Exigences maximums des fonds de remboursement | Échéance | Total |
|------|---|-----------|------------|
| 1977 | \$300,000 | \$ — | \$ 300,000 |
| 1978 | 300,000 | — | 300,000 |
| 1979 | 300,000 | — | 300,000 |
| 1980 | 300,000 | — | 300,000 |
| 1981 | 115,000 | 8,510,000 | 8,625,000 |

5 — Capital-actions

En vertu de lettres patentes supplémentaires en date du 7 septembre 1976, le capital-actions a été modifié par le changement des cinq mille (5,000) actions ordinaires, d'une valeur nominale de cent dollars (\$100) chacune en cinq mille (5,000) actions ordinaires, sans valeur nominale. De plus le capital-actions a été augmenté par la création de quatre-vingt-quinze mille (95,000) actions ordinaires additionnelles, sans valeur nominale, et par la création de dix mille (10,000) actions privilégiées, d'une valeur nominale de cent dollars (\$100) chacune.

Autorisé:

- 10,000 actions privilégiées, dividendes non cumulatifs de 5%, sans participation, sans droit de vote, rachetables à la valeur nominale de \$100
- 100,000 actions ordinaires, sans valeur nominale, pour une considération totale n'excédant pas \$10,000,000.

6 — Changement de nom

La Compagnie a obtenu l'autorisation de changer son nom Profin Inc. en celui de Crédit Industriel Desjardins Inc. en date du 17 juillet 1976.

Diversification des actifs

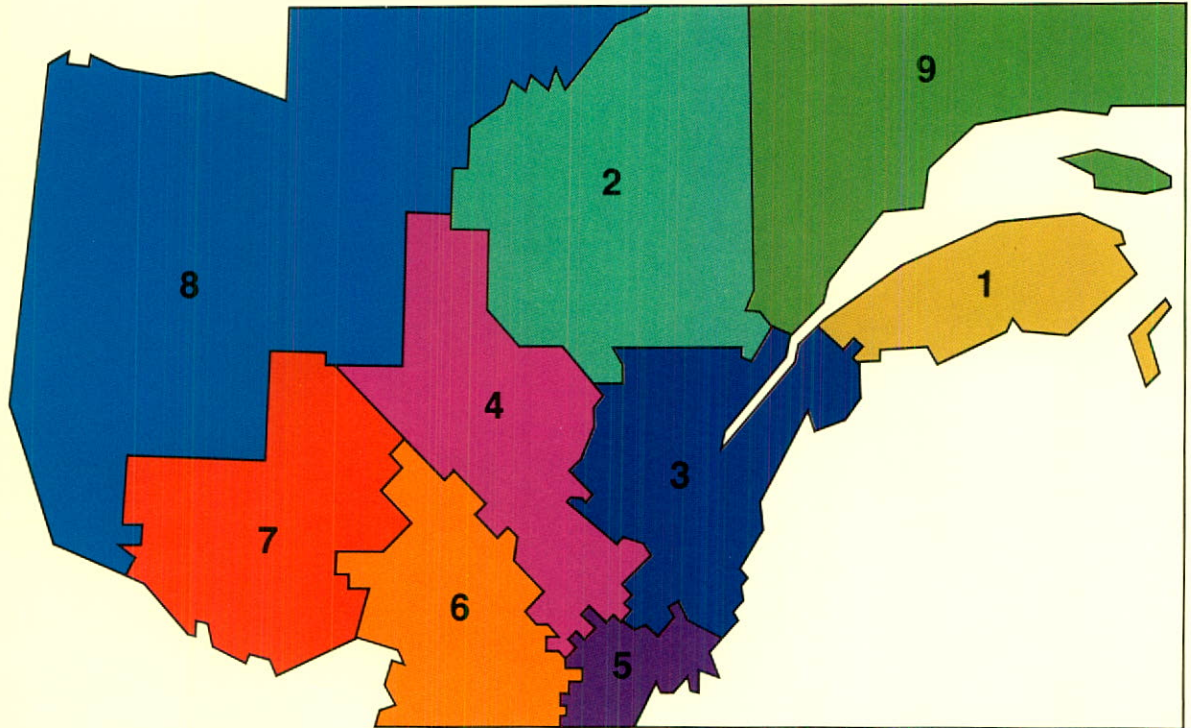
au 31 décembre 1976 (y compris engagements)



| Répartition par activité économique | Nombre | Montant |
|--|------------|---------------------|
| FABRICATION | | |
| Aliments et boissons | 9 | \$ 4,956,700 |
| Matières plastiques | 1 | 460,000 |
| Textile et vêtement | 1 | 60,325 |
| Industries du bois | 5 | 2,151,100 |
| Industries du meuble | 7 | 1,908,950 |
| Industrie du papier | 2 | 1,750,000 |
| Édition et impression | 2 | 1,192,400 |
| Produits métalliques | 12 | 3,250,182 |
| Machinerie et outillage | 2 | 1,121,000 |
| Matériel de transport | 5 | 592,220 |
| Appareils électriques | 1 | 116,000 |
| Produits minéraux non métalliques | 1 | 390,000 |
| Industries chimiques | 3 | 708,475 |
| Fabrication diverse | 4 | 1,182,460 |
| COMMERCE | | |
| Commerce de gros | 8 | 2,334,675 |
| Commerce de détail | 14 | 2,249,084 |
| SERVICES | | |
| Divertissements, loisirs, buanderies et autres | 4 | 3,881,400 |
| Hébergement et restauration | 4 | 1,409,220 |
| CARRIÈRES ET SABLIERES | 1 | 400,000 |
| INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION | 9 | 1,582,530 |
| TRANSPORT MARITIME | 2 | 516,000 |
| AGENCES D'ASSURANCE ET D'IMMEUBLE | 4 | 937,610 |
| | 101 | \$33,150,331 |



Répartition géographique



| Régions administratives du Québec | | Nombre | Montant |
|-----------------------------------|---------------------------|--------|--------------|
| 1 | Bas St-Laurent — Gaspésie | 4 | \$ 2,368,700 |
| 2 | Saguenay — Lac St-Jean | 2 | 437,640 |
| 3 | Québec | 18 | 4,554,250 |
| 4 | Trois-Rivières | 16 | 6,433,975 |
| 5 | Cantons-de-l'Est | 4 | 858,200 |
| 6 | Montréal | 51 | 16,820,466 |
| 7 | Outaouais | 5 | 938,700 |
| 8 | Nord-Ouest | 1 | 738,400 |
| 9 | Côte-Nord | — | — |
| | | 101 | \$33,150,331 |

CRÉDIT
INDUSTRIEL
DESJARDINS INC.



1, COMPLEXE DESJARDINS
BUREAU 1222
MONTRÉAL, QUÉBEC
H5B 1B2